

Allocution du Président de l'Union des Comores devant
l'Assemblée générale
des Nations unies.



New York, le 21 septembre 2017.

Temps de prise de parole imparti : 15 minutes



Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,
Majestés, Altesses, Excellences,
Honorable assistance

C'est un honneur toujours renouvelé de s'adresser à l'Assemblée générale des Nations unies.

A cette occasion, je voudrais, de prime abord, me joindre aux éminentes personnalités qui m'ont précédé à cette tribune, pour exprimer la grande compassion du peuple et du Gouvernement de mon pays, l'Union des Comores, à l'endroit du peuple et du Gouvernement des États Unis d'Amérique, pays hôte de cette auguste assemblée, suite au passage de l'ouragan qui a dévasté récemment l'Etat du Texas.

Je voudrais également, en tant qu'insulaire, exprimer toute notre sympathie à l'endroit du gouvernement français et aux peuples des pays et îles des Caraïbes, tant pour les lourdes pertes humaines que pour l'immensité des dégâts matériels subis, à la suite de l'ouragan IRMA qui a durement frappé ces territoires.

Ces catastrophes naturelles à répétitions, sont un criant appel à l'ordre, aux climato-sceptiques, pour leur rappeler que l'heure est à l'engagement et à l'action pour atténuer, dans la mesure du possible, tout ce qui peut engendrer les menaces dévastatrices liées au dérèglement climatique.

Je voudrais, enfin, associer la voix de l'Union des Comores à celle qui se sont exprimées ici, pour présenter nos condoléances les plus attristées et notre pleine solidarité au Gouvernement et au peuple mexicains, à la suite du puissant séisme qui vient de frapper le centre du Mexique, dont la capitale Mexico et qui a causé des centaines de morts et de disparus ainsi que d'immenses dégâts.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous féliciter pour votre brillante élection à la présidence de cette 72^{ème} session de l'Assemblée Générale de notre chère Organisation et, d'afficher un réel optimisme pour la réussite de nos travaux, sous votre conduite d'homme d'Etat plein d'expérience.

Votre prédécesseur, S.E.M Peter Thomson mérite tout autant l'admiration et la reconnaissance de ma délégation, pour s'être remarquablement investi et avec brio dans l'accomplissement de sa mission, durant la précédente session.

Enfin, à Monsieur le Secrétaire Général S.E.M Antonio Guterres, et à toutes les composantes de notre prestigieuse institution, nous renouvelons notre disponibilité à apporter notre modeste contribution dans la réalisation des Objectifs du Développement Durable ainsi que la paix et la sécurité pour lesquelles ils œuvrent constamment, avec abnégation et dévouement.

Monsieur le Président, Honorable Assistance,

Mon pays l'Union des Comores, au nom duquel je m'exprime, mesure la responsabilité qui pèse sur la communauté internationale, devant la gravité de la situation que connaît le monde et les inquiétudes qui traversent les peuples.

Aussi voudrais-je ici, exprimer notre attachement aux Nations Unies et saluer l'action qu'elle mène face aux défis actuels et aux menaces qui pèsent sur la paix, la stabilité et la prospérité collective.

Je salue la pertinence de la thématique retenue pour cette 72^{ème} session de notre assemblée, qui nous permet de mettre en exergue le lien de plus en plus évident entre l'environnement, la paix et la sécurité durables.

Qu'il me soit alors permis ici de renouveler notre hommage aux gouvernements de la France et du Maroc pour la réussite successive des travaux de la COP 21 et 22, incitant chacun de nos pays, nos États insulaires en particulier, à mettre en avant tout ce qui relève de la survie de la planète.

Monsieur le Président, Honorable Assistance,

“Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée ”, thème général de nos débats, inclut autant de sujets au centre des préoccupations de la communauté internationale dont la migration, la diplomatie préventive, la prévention des conflits, le développement durable et la réforme de l'ONU.

Parler de l'être humain, c'est aussi évoquer les droits de l'homme et la dignité humaine qui sont un objectif primordial de l'ONU.

Le réchauffement climatique, les migrations, les conflits, les guerres et le terrorisme sont autant de défis auxquels tous les continents et l'Afrique tout particulièrement, sont confrontés et qui en appellent à des réponses urgentes.

Le terrorisme, cette négation absolue de l'humain est devenue un fléau que nous condamnons, et que nous devons combattre ensemble, sans merci à l'échelle planétaire avec toutes nos forces.

Permettez-moi à ce sujet, d'appeler au refus de la confusion dangereuse et de l'association malheureuse des termes terrorisme et Islam. Il n'y a pas de terrorisme islamique, comme il n'y a pas de terrorisme chrétien ou juif.

Les terroristes n'appartiennent à aucune croyance. Les terroristes sont tout simplement des barbares

Mon pays, l'Union des Comores, que j'ai l'honneur de diriger, est un pays où la population est éduquée dans les pratiques d'une religion, l'islam, qui prône l'Amour du prochain ainsi que la tolérance et recommande le respect de la dignité humaine, des principes aux antipodes des actes lâches et barbares de groupes agissant sans foi ni loi, et qui ne sauraient en aucun cas être assimilés à ce que nous croyons depuis plus d'un millénaire.

Monsieur le Président,

Nous condamnons sans réserve les atrocités dont sont victimes les minorités et les communautés, hier en Bosnie-Herzégovine et aujourd'hui en Birmanie contre les Rohingyas ainsi que les autres minorités partout ailleurs dont le caractère inhumain et sauvage choque d'autant plus les consciences qu'il relève d'une violence extrême visant un nettoyage ethnique contre les plus démunis. J'ose espérer que notre Organisation saura défendre les droits les plus élémentaires des opprimés, indépendamment des considérations d'origine, de race, de sexe et de croyance.

Monsieur le Président,

Quelle priorité donnons-nous à l'être humain, devant des scènes aussi macabres et des droits de l'homme bafoués au quotidien ! La communauté internationale doit absolument agir pour mettre un terme à ces agissements et sanctionner leurs auteurs, au risque de perdre sa crédibilité aux yeux des peuples qui ont le regard rivé sur notre institution, en droit, en devoir et en capacité de leur assurer protection, dignité et bien-être.

C'est en garantissant la paix, la sécurité et les droits humains que nous pourrons faire collectivement la promotion des ODD, en particulier pour un quotidien décent, la santé pour tous, l'équité du genre et l'éducation pour des nouvelles générations dont les possibilités technologiques présentent d'infinies potentialités.

Monsieur le Président,

L'Objectif 7 des ODD vise à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.

L'absence d'un accès généralisé à l'électricité constitue en effet une entrave à la croissance durable, notamment en Afrique.

En Union des Comores, nous avons réussi en un an, à enrayer les pénuries d'électricité et aux délestages permanents qui plombaient notre économie, nos entreprises et nos foyers et à sortir le pays d'une longue crise de l'énergie.

Mais passée l'urgence, il nous faut confirmer ces résultats dans la durée par une politique énergétique à moyen et long terme, en adéquation avec notre volonté de bâtir une économie nouvelle, à faible empreinte carbone, grâce au développement des énergies renouvelables.

Pour y réussir et réaliser les 17 Objectifs de développement durable à l'horizon 2030, nous devons certes compter d'abord sur nous-mêmes et nos propres ressources. Toutefois, nous avons besoin de la solidarité internationale mais aussi des industriels, des banquiers et des investisseurs internationaux.

L'Union des Comores qui a renoué avec la stabilité politique, qui a connu trois alternances pacifiques au Sommet de l'Etat ces 15 dernières années, offre aujourd'hui une politique incitative et des mesures d'accompagnement, un code des investissements attractif.

Monsieur le Président,

Mon pays, en tant que de Petit Etat Insulaire en développement subit de nombreux aléas de tout ordre. Néanmoins, la volonté de mon gouvernement d'œuvrer, pour le bien-être de la population comorienne nous a conduit à nous fixer un objectif, celui de faire de l'Union des Comores un pays émergent, d'ici à l'horizon 2030.

Un grand optimisme nous anime et nous fait espérer que les indicateurs témoigneront de notre avancée vers cet objectif ambitieux et exaltant.

C'est ainsi que les grandes orientations que mon Gouvernement s'est fixées, convergent vers la concrétisation de cet objectif, soutenues en cela par une stratégie nationale de développement.

En outre, les grands chantiers en cours ou retenus pour démarrer dans un futur proche visent à doter l'Union des Comores des moyens adéquats, en matière d'énergies, d'infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, la relance de l'économie, l'établissement d'un cadre permanent de concertation qui rapprochera le secteur privé du secteur public et qui offrira l'opportunité à la société civile et aux partis politiques de jouer pleinement leurs rôles.

C'est pourquoi, à l'initiative des leaders et sages de notre pays de lancer un dialogue inédit entre les différentes composantes et forces vives de la Nation comorienne, il est prévu de tenir des assises nationales en décembre prochain, visant à faire le bilan des 42 ans d'indépendance. Il s'agit d'un cadre national élargi n'excluant aucune force vive nationale, et qui s'attribue la mission d'évaluer le passé, d'en tirer les leçons pour se projeter vers un meilleur avenir dans de meilleures conditions.

Ainsi, ai-je, sans réserve, adhéré à cette démarche participative, inclusive et représentative, les débats aboutiront aux conclusions sur tout ce qui renforcera la paix, la sécurité, la quiétude et la stabilité du pays et déterminera son avenir en tirant les leçons du passé.

Et c'est dans cette optique et pour que ce grand rendez-vous aboutisse à des conclusions historiques au profit de notre peuple, je demande le partenariat et l'accompagnement de la communauté internationale et des institutions internationales et régionales, à qui je voudrais ici, renouveler une fois encore notre gratitude et nos remerciements les plus sincères, pour leur accompagnement sans faille, surtout lorsque les Comores ont failli sombrer dans le chaos, il y a de cela 20 ans. C'est avec votre concours inestimable, que le pays a retrouvé le chemin de la paix et de la stabilité.

Monsieur le Président, Honorable Assistance

Les déplacements des populations, c'est-à-dire les migrations, déstabilisent à la fois les pays d'origine, mais aussi les pays d'accueil.

L'Union des Comores refuse toutefois, que le terme d'immigrés soit appliqué aux Comoriens qui se rendent sur l'Île de Mayotte, partie intégrante de son territoire resté malheureusement sous administration française.

En effet, les milliers de mes compatriotes qui meurent chaque année, dans leur tentative de se rendre à Mayotte, cette partie de leur territoire ne relève pas d'une question d'immigration.

La question de l'Île comorienne de Mayotte est relative à l'intégrité territoriale et, 42 ans après l'accession de mon pays à la souveraineté internationale et, en l'absence de solution depuis 1975, elle continue non seulement à fragiliser la stabilité politique mais aussi à entraver son développement socio-économique.

C'est pourquoi, je me réjouis de la poursuite du dialogue entre mon pays et la France, dans la recherche d'une solution juste et équitable, conforme au droit international et respectueuse des intérêts de chaque partie, par rapport à ce différend sur l'île comorienne de Mayotte.

Je prie Allah Tout Puissant pour qu'Il nous garde en vie, pour que l'année prochaine à cette même tribune, je vous fasse part des résultats positifs et consensuels de ce dialogue.

La France est membre permanent du Conseil de sécurité. Son histoire la relie à la liberté, à la démocratie, à la justice, au respect du droit international et à la promotion de la paix. Elle n'a pas vocation à diviser et à séparer un peuple. Son intérêt comme le nôtre se trouve dans un monde de stabilité et une région de l'Océan Indien, paisible, prospère et tournée vers un meilleur avenir.

Monsieur le Président,

Le développement suppose que la sécurité soit garantie.

Or, cette sécurité est mise à mal par le terrorisme, partout dans le monde et notamment en Afrique.

Nous restons convaincus, qu'au-delà de l'action militaire nécessaire et de la sécurité, la lutte efficace contre le terrorisme suppose une lutte contre la radicalisation qui a pour terreau, l'ignorance, la pauvreté, le chômage, l'analphabétisme, l'injustice et l'humiliation, qui fournissent au terrorisme les proies idéales et lui procurent ce dont il a besoin, pour se concrétiser et s'étendre.

Aussi, laisser ces fléaux continuer à gangrener les peuples et les Etats, c'est faire le jeu des terroristes, du fondamentalisme et du fanatisme qui menacent tous les pays, sans exception, et qui font des attentats, des attaques, des agressions et de la déstabilisation du monde, leur cheval de bataille.

Monsieur le Président,

Au Proche et au Moyen Orient, la communauté internationale doit se mobiliser davantage pour mettre fin au martyre des milliers d'enfants écrasés sous les bombes et des populations affamées, à l'utilisation des armes chimiques et au processus du chaos et de partition, dans les pays en guerre.

La communauté internationale doit sanctionner le recours aux armes chimiques, faire respecter les cessez-le-feu, protéger les convois d'aide humanitaire et créer les conditions de la reprise des négociations politiques.

Nous devons agir pour qu'enfin l'espoir renaisse pour les déplacés et les réfugiés et que ces pays recouvrent leur stabilité et leur intégrité territoriale.

Monsieur le Président,

L'absence de solution au conflit israélo-palestinien et le statu quo actuel favorisent l'insécurité la déstabilisation du proche et du Moyen Orient. Or, la solution à ce conflit passe par la fin de la colonisation insupportable des territoires palestiniens, la fin de l'injustice et de la violence à l'encontre des populations palestiniennes et le règlement global de ce conflit, vieux de plus d'un demi-siècle, sur la base de la solution à deux États conférant au Peuple Palestinien son droit à une souveraineté pleine et entière avec Jérusalem-Est comme capitale.

Monsieur le Président,

L'Union des Comores qui a pris part avant hier, ici même au Siège des Nations Unies a la cérémonie de signature du nouveau Traité sur l'interdiction des armes nucléaires que j'ai moi-même signé se joint ainsi à la communauté internationale pour exiger à tous les pays concernés, de se conformer pleinement aux résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'abandonner leurs programmes d'armes nucléaires.

Sur tous ces fronts, la pire des solutions, c'est de laisser les choses en l'état et en tout état de cause, ce sont les Nations Unies qui restent l'ultime recours.

Pour cela, l'Union des Comores estime qu'il est urgent de réaliser la réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies, pour que sa composition et ses fonctions puissent refléter les réalités actuelles et celles de la communauté internationale, au 21ème siècle.

Monsieur le Président,

Plus que les discours de solidarité, le soutien aux causes, les condamnations contre les attaques dont sont victimes les pays et les peuples amis et la compassion à l'égard des victimes, plus que les appels au respect du droit des peuples, à la souveraineté des Etats et à l'intégrité de leurs territoires, nous devons faire preuve de plus d'engagement, ferme et sincère, prendre des décisions courageuses, et mener des actions résolues et déterminées, pour un monde meilleur, de paix, de sécurité collective, de solidarité et de développement durable.

En tout état de cause, l'Union des Comores croit aux Nations-Unies et en ses capacités à faire face aux défis actuels.

L'ONU à laquelle nous croyons doit alors être une institution réformée pour s'adapter aux réalités nouvelles, en mesure de remplir ses responsabilités et donner des chances de succès à son action, en faveur de la paix, de la sécurité et d'une prospérité partagée, dans un monde où il fait mieux vivre.

Nous croyons que cette organisation-là est possible. Nous croyons que cette ONU-là, nous sommes capables de la bâtir ensemble.

Avant de clore mon propos, permettez-moi de saisir l'occasion de l'événement du nouvel an 1439 de l'Hégire pour vous présenter mes vœux ainsi que mes souhaits de paix, de progrès et de prospérité.

Je vous remercie.